ROYAUME DE BELGIQUE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Ministre des Finances, le 24 septembre 1990, d'une demande d'avis sur un projet de loi "relative au marché des titres de la dette publique et les instruments de la politique monétaire", a donné le 15 octobre 1990 l'avis suivant :

KONINKRIJK BELGIE.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, op 24 september 1990 door de Minister van Financiën verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van wet "betreffende de markt van de effecten van de overheidsschuld en het monetaire beleidsinstrumentarium", heeft op 15 oktober 1990 het volgend advies gegeven :

OBSERVATIONS GENERALES.

1. Suivant la lettre par laquelle est demandé l'avis de la section de législation, le ministre des finances a l'intention de compléter la loi en projet par un titre II reprenant les dispositions relatives à l'Institut belgo-luxembourgeois du change. Si telle est bien son intention, il faut prévoir, dans la loi en projet, une autorisation de coordonner les dispositions de la loi en projet avec celles relatives à l'Institut belgo-luxembourgeois du change.

2. Certaines des expressions utilisées dans la loi en projet, telles que "marché de fonds", "instruments sur taux d'intérêt" (article 14), "instruments financiers", "instruments du marché monétaire" (article 23) correspondent à des significations qui sont propres au langage de la technique financière. Le sens de ces termes diffère parfois sensiblement de celui du droit commun. Ainsi, une confusion semble être faite entre le négotium et l'instrumentum, c'est-à-dire le titre qui le constate.

Il convient, dès lors, que la loi en projet utilise, chaque fois qu'il est possible, des termes plus généralement compris. A défaut, il faut que le projet définisse, dans le texte même, les notions auxquelles il est fait référence.

EXAMEN DU PROJET.

Intitulé.

L'intitulé serait mieux rédigé comme suit :

"Avant-projet de loi relative au marché des titres de la dette publique et aux instruments de la politique monétaire".

Arrêté de présentation.

Il y a lieu de faire précéder le titre Ier d'un arrêté de présentation rédigé comme il est d'usage.

Dispositif.

Article 1er.

1. Mieux vaut remplacer les tirets par 1E, 2E, 3E.

2. A l'alinéa 1er, 3E, les mots "titres dématérialisés" constituent une contradiction car, à s'en tenir au sens strict des mots utilisés, le titre est le support nécessairement matériel qui constate une créance.

Si toutefois, l'auteur du projet veut s'en tenir à cette terminologie, il vaut mieux rédiger le 3E de la manière suivante :

"3E des inscriptions sur un compte conformément aux articles 3 à 13".

Article 2.

Il y a lieu de rédiger le début de l'article 2, alinéa 1er, comme suit :

"Art. 2. Le Roi détermine les modalités d'organisation et de tenue des ...".

Article 6.

Le mot "négociation" n'a pas, en français, de sens précis dans le langage juridique, sinon pour désigner les pourparlers qui précèdent une convention.

Dès lors, il vaut mieux rédiger le début du texte français de l'alinéa 2 comme suit :

"Les opérations sur titres dématérialisés peuvent être réglées ...".

Article 8.

1. L'article 8 concerne la revendication du montant des titres dématérialisés à l'encontre du teneur de comptes.

Suivant le commentaire de l'article 3 de la loi en projet, le ministre devra

> "veiller à ce que le statut des établissements demandeurs et le contrôle auquel ils sont soumis, offrent des garanties suffisantes pour la protection des droits des titulaires de comptes, en particulier en cas d'insolvabilité de l'établissement teneur de comptes, de sorte que ces derniers puissent faire valoir leurs droits avec les mêmes garanties que celles prévues à l'article 8".

Or, ces garanties dont il est question dans le texte précité, ne se retrouvent nullement dans l'article 8 de la loi en projet. En effet, suivant l'alinéa 2 dudit article,

> "Si le montant total de ces titres" (les titres inscrits auprès du système de compensation de titres de la Banque nationale de Belgique ou au nom d'un teneur de comptes) est insuffisant pour assurer la restitution intégrale des titres dématérialisés dus, il sera partagé entre les propriétaires en proportion de leurs droits".

Il en résulte que si le montant total des titres est insuffisant, les titulaires de ces titres dématérialisés seront réduits à n'avoir qu'une créance chirographaire à l'égard du teneur de comptes. Cette situation est d'autant plus critiquable que, selon l'article 11 de la loi en projet,

> "les propriétaires de titres dématérialisés ne sont admis à faire valoir leurs droits qu'à l'égard du teneur du compte sur lequel ces titres sont inscrits",

et donc à l'exclusion de la Banque nationale de Belgique ou de l'émetteur.

De plus, l'article 11 précise, dans son alinéa 2,

> "Le paiement à la Banque nationale de Belgique des intérêts et des capitaux échus des titres dématérialisés est libératoire pour l'Etat".

Selon les déclarations faites par le fonctionnaire délégué, la Banque nationale de Belgique imposera une règle semblable pour le teneur de comptes puisqu'elle ne connaît pas les propriétaires.

Enfin, suivant l'article 5 du projet, la méconnaissance de l'interdiction pour le teneur de comptes de faire des transactions pour son compte avec les titres qu'il détient ne peut pas être invoquée à l'encontre de tiers de bonne foi.

De l'ensemble des textes qui viennent d'être cités, il résulte que les garanties envisagées dans l'exposé des motifs sont très insuffisantes.

Il convient de compléter l'article 8 afin de mieux protéger les titulaires de titres dématérialisés, par exemple en prévoyant l'inscription de leurs droits dans des comptes tenus par la Banque nationale de Belgique elle-même.

2. Le projet ne précise pas la nature, la forme et les garanties d'authenticité du document à remettre aux propriétaires de titres dématérialisés. La revendication prévue à l'article 8 ne peut être effectivement exercée que si le revendicateur détient une preuve de propriété.

Il faut donc compléter le texte en projet en prévoyant que le teneur de comptes doit remettre à son client une preuve consistant , par exemple, en un relevé de compte signé et daté par le teneur de comptes.

Article 11.

Il existe une discordance entre l'article 11, alinéa 2, en projet suivant lequel

> "Le paiement à la Banque nationale de Belgique des intérêts et des capitaux échus des titres dématérialisés est libératoire pour l'Etat",

et le commentaire consacré à cet article dans l'exposé des motifs (page 23) où il est question d'un paiement qui serait libératoire pour la banque.

Il n'est pas question, dans le texte en projet, d'un paiement fait par la banque et qui serait libératoire pour elle.

Il y a lieu de remédier à cette discordance en prévoyant, dans le texte, le caractère libératoire pour la banque des versements qu'elle fera aux teneurs de comptes.

Article 12.

1. A l'alinéa 1er, cinquième ligne, du texte français, il convient de remplacer le mot "agréation" par le mot "agrément" qui est d'ailleurs utilisé à l'article 3, alinéa 2.

2. Il y a une discordance entre le texte de l'article 12, alinéa 2, qui prévoit que le Roi

"peut convertir en titres dématérialisés les certificats globaux au porteur et les certificats globaux nominatifs représentatifs des emprunts "obligations linéaires", émis antérieurement à l'entrée en vigueur de ce chapitre",

et le texte de l'exposé des motifs (page 23), selon lequel

"l'alinéa 2 offre la possibilité de convertir en titres dématérialisés les obligations linéaires existantes, non inscrites à un Grand-Livre mais représentées par des certificats globaux, afin de pouvoir unifier la procédure de liquidation des transactions portant sur des obligations linéaires tant existantes que nouvelles".

Il convient d'y remédier.

3. L'habilitation prévue à l'article 12, alinéa 2, ne peut être admise qu'en ce qui concerne uniquement la forme des certificats globaux au porteur ou nominatifs représentatifs des emprunts "obligations linéaires" convertis en titres dématérialisés. Elle ne pourrait être admise si elle concernait la consistance des droits représentés par ces titres.

Le texte en projet n'est pas clair sur ce point et devrait être précisé.

Article 13.

1. L'article 13 en tant qu'il prévoit que

> "Le Roi peut déclarer les dispositions de ce chapitre et les arrêtés pris conformément à ce dernier, entièrement ou partiellement applicables aux titres représentant la dette des Communautés, des Régions, des provinces, des autorités locales ou des établissements publics"

est contraire aux articles 59bis, § 6, 59ter, § 6, et 115, alinéa 3, de la Constitution.

La loi spéciale du 16 janvier 1989 relative au financement des Communautés et des Régions prévoit, dans son article 49, que les conditions d'emprunt public sont déterminées par l'Exécutif de la Communauté ou de la Région sous le contrôle de l'autorité nationale.

Il va de soi que les Communautés et les Régions pourront prévoir dans les conditions de leurs emprunts, le recours aux titres dématérialisés.

Il faut, dès lors, omettre de l'article 13 les mots "des Communautés, des Régions".

2. A défaut de précision en sens contraire, il faut considérer que cette disposition ne s'applique qu'aux dettes futures des provinces, des autorités locales ou des établissements publics.

Chapitre II.

Ce chapitre ne contenant aucune disposition autonome devrait avoir pour intitulé "Dispositions modificatives relatives à la Banque nationale de Belgique".

Par ailleurs, il faut intervertir les chapitres II et III afin que les dispositions autonomes se retrouvent dans les deux premiers chapitres du projet, l'ensemble des dispositions modificatives formant les chapitres III, IV et V.

Article 14.

Dans la phrase liminaire, il y a lieu de mentionner l'intitulé complet tel qu'il a été publié au Moniteur belge : "... relatif à l'activité, (à) l'organisation et (aux) attributions de la Banque nationale de Belgique, pris en exécution de la loi du 1er mai 1939 (article 1er, 1 h)".

2E.

L'article 11, 2E, en projet, serait mieux rédigé comme suit :

"2Efaire des avances en compte courant et des prêts à court terme, garantis par un nantissement d'effets de commerce ou de titres d'emprunts, mentionnés au 1E, ou d'or;".

6E.

1. Il y a lieu de se référer à l'observation générale concernant la terminologie de la loi en projet.

2. Il faut mettre en concordance le texte français qui utilise le mot "opérations" et le texte néerlandais qui utilise le mot "transacties". Le mot "transactions" doit remplacer, dans le texte français, le mot "opérations".

La même observation vaut pour les 7E, 8E et 10E.

7E.

Le 7E serait mieux rédigé comme suit :

"7Eeffectuer des transactions sur des monnaies étrangères ou sur de l'or;".

8E.

Le 8E serait mieux rédigé comme suit :

"8Eeffectuer des transactions en vue du placement et de la gestion financière de ses avoirs, en monnaies étrangères et en d'autres éléments de réserve externe;".

Article 15.

Il faut maintenir dans l'article 12 en projet, le dernier alinéa du texte actuel de l'article 12 selon lequel

> "La Banque peut également acquérir les propriétés immobilières strictement nécessaires au service de l'établissement ou au bien-être de son personnel".

Article 16.

La fin de l'article 13, alinéa 3, en projet serait mieux rédigée comme suit :

"... à la suite de ses interventions sur les marchés financiers".

Dans le texte français de l'alinéa 4, il y a lieu de remplacer le mot "devises" par les mots "monnaies étrangères".

Article 17.

A la fin de l'article 14 en projet, il y a lieu d'écrire :

"... ou le contrôle de l'Etat, ainsi que des actions de la Banque des règlements internationaux".

Article 21.

L'article 21 prévoit le remplacement de l'article 20, alinéa 1er et alinéa 4, de l'arrêté royal nE 29 du 24 août 1939 par de nouveaux textes et abroge l'alinéa 2 du même article.

Il serait préférable de rédiger un texte entièrement nouveau.

Article 22.

Il convient de remplacer l'article 22 par le texte suivant :

"Art. 22. A l'article 3 de la loi du 28 juillet 1948 relative à l'assainissement du bilan de la Banque nationale de Belgique, sont apportées les modifications suivantes :

1Ele b), modifié par la loi du 19 juin 1959, est complété comme suit :

2E le c) est abrogé".

Article 23.

Pour assurer la concordance avec le texte néerlandais, il convient d'écrire, dans le texte français, à la treizième ligne, "pour le même montant" au lieu de "pour le montant".

Article 24.

A la fin de l'article 24, alinéa 1er, il y a lieu d'écrire :

"... aux articles 3 et 73 de la loi du ... relative aux opérations financières et aux marchés financiers".

Article 28.

Au 6E, par souci de concordance avec le texte néerlandais, il convient d'écrire en français : "sur des marchés financiers".

Article 29 (devenant l'article 30).

Il serait préférable de faire de l'alinéa 2 un article distinct.

Par ailleurs, mieux vaut abroger l'ensemble de l'article 10, l'abrogation de l'alinéa 1er ne résultant qu'implicitement du Code des droits de timbre.

Il faut donc insérer un article 31 nouveau rédigé comme suit :

"Art. 31. L'article 10 du même arrêté-loi est abrogé".

Article 31 (devenant l'article 32).

Mieux vaut écrire :

"Art. 32. Le présent titre entre en vigueur le 29 janvier 1991".

ALGEMENE OPMERKINGEN.

1. Volgens de brief waarmee het advies van de af-deling wetgeving wordt gevraagd, ligt het in de bedoeling van de Minister van Financiën de ontworpen wet aan te vullen met een titel II waarin de bepalingen in verband met het Belgisch-Luxemburgs Wisselinstituut worden opgenomen. Als dit wel degelijk zijn bedoeling is, behoort de ontworpen wet te voorzien in een machtiging om de bepalingen van de ontworpen wet te coördineren met die betreffende het BelgischLuxemburgs Wisselinstituut.

2. Sommige uitdrukkingen die in de ontworpen wet worden gebruikt, zoals "financiële markten", "rente-instrumenten" (artikel 14), "financiële instrumenten", "instrumenten van de geldmarkt" (artikel 23), beantwoorden aan begrippen die eigen zijn aan de taal van de financiële techniek. De betekenis van die woorden verschilt soms aanzienlijk van die van het gemene recht. Zo lijkt verwarring te bestaan tussen het negotium en het instrumentum, dat is de akte die de handeling vaststelt.

Bijgevolg behoort men in de ontworpen wet, telkens als dit mogelijk is, meer algemeen bekende termen te gebruiken, zoniet dienen de begrippen waarnaar wordt verwezen in de tekst zelf van het ontwerp te worden gedefinieerd.

ONDERZOEK VAN DE TEKST.

Opschrift.

Het zou beter zijn het opschrift als volgt te stellen :

"Voorontwerp van wet betreffende de markt van de effecten van de overheidsschuld en het monetaire beleidsinstrumentarium".

Indieningsbesluit.

Titel I moet worden voorafgegaan door een indieningsbesluit dat op de gebruikelijke wijze is gesteld.

Bepalend gedeelte.

Artikel 1.

1. Het zou beter zijn de streepjes te vervangen door 1E, 2E, 3E.

2. In het eerste lid, 3E, vormen de woorden "gedematerialiseerde effecten" een tegenstrijdigheid daar een effect, in de strikte betekenis van de gebruikte woorden, de

noodzakelijk materiële drager is waarmee een schuldvordering wordt vastgesteld.

Als de steller van het ontwerp evenwel die terminologie wil behouden, zou het beter zijn de bepaling onder 3E als volgt te stellen :

"3Einschrijvingen op een rekening overeenkomstig de artikelen 3 tot 13".

Artikel 2.

Het begin van artikel 2, eerste lid, dient als volgt te worden gesteld :

"Art. 2. De Koning bepaalt de regels inzake de organisatie en het bijhouden van ...".

Artikel 6.

Het in de Franse tekst gebruikte woord "négociation" heeft geen specifieke betekenis in de rechtstaal, behalve om de onderhandelingen aan te duiden die aan een overeenkomst voorafgaan.

Het is bijgevolg beter in de Franse tekst het begin van het tweede lid als volgt te stellen :

"Les opérations sur titres dématérialisés peuvent être réglées ...".

Artikel 8.

1. Artikel 8 betreft de terugvordering van het bedrag aan gedematerialiseerde effecten van de instelling die rekeningen bijhoudt.

Luidens de commentaar bij artikel 3 van de ontworpen wet zal de Minister moeten

"nagaan of het statuut van de aanvragende instellingen en de controle waaraan die onderworpen zijn, voldoende waarborgen bieden voor de bescherming van de rechten van de rekeninghouders en in het bijzonder of deze laatsten, bij onvermogen van de instelling die de rekening bijhoudt, rechten kunnen laten gelden die gelijke waarborgen bieden als die bepaald in artikel 8".

De waarborgen waarvan sprake is in de voormelde tekst kan men evenwel geenszins terugvinden in artikel 8 van de ontworpen wet. Het tweede lid van het genoemde artikel luidt immers als volgt :

"Is het totale bedrag van die effecten (de ef-fecten die ingeschreven zijn bij het effectenclearingstelsel van de Nationale Bank van België of op naam van een instelling die de rekeningen bijhoudt) onvoldoende om in de integrale teruggave van de verschuldigde gedematerialiseerde effecten te voorzien, dan wordt dit bedrag onder de eigenaars verdeeld in verhouding tot hun rechten".

Hieruit volgt dat, indien het totale bedrag van de effecten niet volstaat, de houders van die gedematerialiseerde effecten daardoor slechts een gewone vordering zullen hebben op de instelling die rekeningen bijhoudt. Die toestand is des te laakbaarder daar volgens artikel 11 van de ontworpen wet,

"de eigenaars van gedematerialiseerde effecten hun rechten alleen (kunnen) laten gelden jegens de instelling waarbij de effecten zijn ingeschreven",

en dus met uitsluiting van de Nationale Bank van België of van de emittent.

In het tweede lid van artikel 11 wordt bovendien gesteld :

"De betaling aan de Nationale Bank van België van de vervallen interesten en kapitalen van de gedematerialiseerde effecten is liberatoir voor de Staat".

Volgens de verklaringen van de gemachtigde ambtenaar zal de Nationale Bank van België een soortgelijke regel opleggen voor de instelling die rekeningen bijhoudt, aangezien zij de eigenaars niet kent.

Volgens artikel 5 van het ontwerp tenslotte, kan de schending van het verbod voor de instelling die rekeningen bijhoudt, om voor eigen rekening transacties te doen met de effecten die in haar bezit zijn, niet worden aangevoerd tegen derden die te goeder trouw zijn.

Uit het geheel van de zoëven aangehaalde teksten blijkt dat de in de memorie van toelichting in uitzicht gestelde waarborgen zeer ontoereikend zijn.

Om de houders van gedematerialiseerde effecten beter te beschermen behoort artikel 8 te worden aangevuld, bijvoorbeeld door te voorzien in de inschrijving van hun rechten op rekeningen die door de Nationale Bank van België zelf worden bijgehouden.

2. In het ontwerp worden de aard, de vorm en de authenticiteitswaarborgen van het document dat aan de eigenaars van gedematerialiseerde effecten moet worden afgegeven, niet nader bepaald. De terugvordering waarin artikel 8 voorziet kan pas effectief geschieden wanneer de eiser in het bezit is van een eigendomsbewijs.

De ontworpen tekst moet dus worden aangevuld door te bepalen dat de instelling die rekeningen bijhoudt, aan haar cliënt een bewijs moet bezorgen dat bijvoorbeeld bestaat uit een rekeningafschrift dat door de instelling ondertekend en gedateerd is.

Artikel 11.

Er bestaat een discrepantie tussen het ontworpen artikel 11, tweede lid, naar luid waarvan

"De betaling aan de Nationale Bank van België van de vervallen interesten en kapitalen van de gedematerialiseerde effecten (...) liberatoir (is) voor de Staat",

en de commentaar die aan dat artikel wordt gewijd in de memorie van toelichting (blz. 23) waar er sprake is van een betaling die bevrijdend zou zijn voor de bank.

In de ontworpen tekst is er geen sprake van een door de bank verrichte betaling die liberatoir zou zijn voor haar.

Die discrepantie dient te worden verholpen door in de tekst te voorzien in het liberatoire karakter van de stortingen die de bank zal doen aan de instellingen die rekeningen bijhouden.

Artikel 12.

In de Franse tekst van het artikel vervange men in het eerste lid, vijfde regel, het woord "agréation" door het woord "agrément", dat trouwens in artikel 3, tweede lid, wordt gebruikt.

2. Er bestaat een discrepantie tussen de tekst van artikel 12, tweede lid, waarin wordt bepaald dat de Koning

"de totaalcertificaten aan toonder en de totaalcertificaten op naam van de leningen genaamd "lineaire obligaties", uitgegeven v o,' o,' r de inwerkingtreding van dit

.../...

hoofdstuk, (kan) omzetten in gedematerialiseerde ef-fecten",

en de tekst van de memorie van toelichting (blz. 23) waarin wordt bepaald dat het tweede lid

"(...) de mogelijkheid (biedt) om de bestaande lineaire obligaties die niet op een Grootboek zijn ingeschreven maar die vertegenwoordigd zijn door totaalcertificaten, om te zetten in gedematerialiseerde effecten, ten einde het mogelijk te maken de transacties met de bestaande en de nieuw uit te geven lineaire obligaties volgens eenzelfde procedure te vereffenen".

Die discrepantie dient te worden verholpen.

3. De in artikel 12, tweede lid, bedoelde machtiging is slechts aanvaardbaar wat de vorm betreft van de totaalcertificaten aan toonder of de totaalcertificaten op naam, van de leningen genaamd "lineaire obligaties", die omgezet worden in gedematerialiseerde effecten. Zij zou niet aanvaardbaar zijn indien zij betrekking had op de omvang van de rechten waar die effecten voor staan.

De ontworpen tekst is op dat punt niet klaar en zou meer duidelijkheid moeten brengen.

Artikel 13.

1. Artikel 13 bepaalt :

"De koning kan de bepalingen van dit hoofdstuk en van de op grond van dit hoofdstuk genomen besluiten geheel of gedeeltelijk van toepassing verklaren op de effecten waarin de schuld wordt belichaamd van de Gemeenschappen,

de Gewesten, de provincies, de plaatselijke overheden of de openbare instellingen"

en is zodoende in strijd met de artikelen 59bis, § 6, 59ter, § 6, en 115, derde lid, van de Grondwet.

De bijzondere wet van 16 januari 1989 betreffende de financiering van de Gemeenschappen en de Gewesten bepaalt in artikel 49 dat de voorwaarden van een openbare lening door de Gemeenschaps- of de Gewestexecutieve worden bepaald onder toezicht van de nationale overheid.

Het spreekt vanzelf dat de Gemeenschappen en de Gewesten binnen de mogelijkheden van hun leningen het werken met gedematerialiseerde effecten in uitzicht kunnen stellen.

Bijgevolg moeten in artikel 13 de woorden "de Gemeenschappen, de Gewesten" vervallen.

2. Bij gebrek aan een andersluidende bepaling moet ervan worden uitgegaan dat de bepaling slechts van toepassing is op de toekomstige schulden van de provincies, de plaatselijke overheden of de openbare instellingen.

Hoofdstuk II.

Aangezien dit hoofdstuk geen enkele zelfstandige bepaling bevat, zou het als opschrift moeten hebben : "Wijzigingsbepalingen betreffende de Nationale Bank van België".

Bovendien moeten de hoofdstukken II en III in omgekeerde volgorde komen zodat de zelfstandige bepalingen in de eerste twee hoofdstukken van het ontwerp staan en alle wijzigingsbepalingen de hoofdstukken III, IV en V vormen.

Artikel 14.

In de inleidende volzin dient het volledige opschrift van het koninklijk besluit nr. 29 van 24 (en niet 29) augustus 1939 te worden vermeld zoals het in het Belgisch Staatsblad is bekendgemaakt : "... betreffende het bedrijf, de inrichting en de bevoegdheid van de Nationale Bank van België, genomen ter uitvoering van de wet van 1 mei 1939 (artikel 1, 1 h)".

2E.

Het ontworpen artikel 11, 2E, zou beter als volgt worden geredigeerd :

"2Evoorschotten in rekening-courant verstrekken en kortlopende leningen toestaan, gewaarborgd door een onderpand van handelspapier of schuldbewijzen, vermeld onder 1E, of van goud;".

6E.

1. Er wordt verwezen naar de algemene opmerking over de terminologie van de ontworpen wet.

2. De Franse tekst, waar het woord "opérations" wordt gebruikt, en de Nederlandse tekst, waar het woord "transacties" wordt gebruikt, moeten met elkaar in overeenstemming worden gebracht. In de Franse tekst moet het woord "transactions" in de plaats komen van het woord "opérations".

Dezelfde opmerking geldt voor de bepalingen onder 7E, 8E en 10E.

7E.

De bepaling onder 7E zou beter als volgt worden geredigeerd :

"7E valuta- of goudtransacties verrichten;".

8E.

De bepaling onder 8E zou beter als volgt worden geredigeerd :

"8Etransacties met het oog op het beleggen en het financiële beheer van haar tegoeden verrichten in vreemde valuta's en andere bestanddelen van de externe reserve;".

Artikel 15.

In het ontworpen artikel 12 moet het laatste lid van de huidige tekst van artikel 12 behouden blijven; dat lid luidt als volgt :

> "De Bank mag eveneens de onroerende goederen verkrijgen die volstrekt nodig zijn voor het bedrijf of voor het welzijn van haar personeel".

Artikel 16.

Het slot van het ontworpen artikel 13, derde lid, zou beter als volgt worden geredigeerd :

"... naar aanleiding van haar interventies op de financiële markten, vallen niet onder de toepassing van het eerste lid".

In de Franse tekst van het vierde lid dient het woord "devises" te worden vervangen door de woorden "monnaies étrangères".

Artikel 17.

Aan het slot van het ontworpen artikel 14 schrijve men :

"... of de controle van de Staat vallen, alsmede aandelen van de Bank voor Internationale Betalingen".

Artikel 21.

Artikel 21 voorziet in de vervanging van artikel 20, eerste en vierde lid, van het koninklijk besluit nr. 29 van 24 augustus 1939 door nieuwe teksten en in de opheffing van het tweede lid van hetzelfde artikel.

Het verdient de voorkeur een volledig nieuwe tekst op te stellen.

Artikel 22.

Artikel 22 dient te worden vervangen door de volgende tekst :

"Art. 22. In artikel 3 van de wet van 28 juli 1948 betreffende de sanering der balans van de Nationale Bank van België worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1Ede bepaling onder b), gewijzigd bij de wet van 19 juni 1959, wordt aangevuld als volgt :

2Ede bepaling onder c) wordt opgeheven".

Artikel 23.

Ter wille van de overeenstemming met de Nederlandse tekst moet in de Franse tekst, op de dertiende regel, "pour

le même montant" worden geschreven in plaats van "pour le montant".

Artikel 24.

Aan het slot van artikel 24, eerste lid, schrijve men :

"... de artikelen 3 en 73 van de wet van ... op de financiële transacties en de financiële markten".

Artikel 28.

In de bepaling onder 6E schrijve men, ter wille van de overeenstemming met de Nederlandse tekst, in het Frans : "sur des marchés financiers".

Artikel 29 (dat ar tikel 30 wordt).

Het verdient de voorkeur om van het tweede lid een afzonderlijk artikel te maken.

Bovendien zou het beter zijn om heel artikel 10 op te heffen, aangezien de opheffing van het eerste lid slechts impliciet uit het Wetboek der Zegelrechten volgt.

Er moet dus een nieuw artikel 31 worden ingevoegd dat is geredigeerd als volgt :

"Art. 31. Artikel 10 van dezelfde besluitwet wordt opgeheven".

Artikel 31 (dat ar tikel 32 wordt).

Het zou beter zijn te schrijven :

"Art. 32. Deze titel treedt in werking op 29 januari 1991".

La chambre était composée de

Messieurs : J.-J. STRYCKMANS, président de chambre,
de Heren : kamervoorzitter,

C.-L. CLOSSET, président de chambre,
kamervoorzitter,

M. LEROY, conseiller d'Etat,
staatsraad,

C. DESCHAMPS, assesseurs de la
section de législation,
P. GOTHOT, assessoren van de
afdeling wetgeving,

Madame : J. GIELISSEN, greffier assumé,
Mevrouw : toegevoegd griffier.

M. G. PIQUET, premier auditeur honoraire au Conseil d'Etat, a été appelé en consultation, en application de l'article 82 des lois coordonnées du 12 janvier 1973.

La concordance entre la version française et la version néerlan-daise a été vérifiée sous le contrôle de M. J.-J. STRYCKMANS.

Le rapport a été présenté par M. J. REGNIER, auditeur.

De H. G. PIQUET, ere-eerste auditeur bij de Raad van State, is bij toepassing van artikel 82 van de gecoördineerde wetten van 12 januari 1973 ter raadpleging opgeroepen.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. J.-J. STRYCKMANS.

Het verslag werd uitgebracht door de H. J. REGNIER, auditeur.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER, LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

J. GIELISSEN. J.-J. STRYCKMANS.
